

M. Le Directeur
DDTM des Bouches-du-Rhône
Service Urbanisme – Pôle risques naturels
16 rue Antoine Zattara
13332 MARSEILLE CEDEX 3

Service Urbanisme / Pôle Risques Naturels

Aix-en-Provence, 21 octobre 2021

N/Réf : CM/MD N° : 925

Objet : Avis Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône – consultation des POA –
Projet de PPRI de Cabriès

Monsieur le Directeur,

Dans le cadre de la consultation des personnes et organismes associés, j'ai l'honneur de vous faire part de l'avis de la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sur le projet de Plan de Prévention du Risque Inondation de la commune de Cabriès.

L'analyse des éléments transmis, la superposition des zonages réglementaires et des secteurs d'activités agricoles, nous amènent à vous faire part des remarques ci-après.

Nous notons qu'en zone réglementaire rouge à condition que le niveau d'aléa soit modéré, les serres, tunnels et bi/tunnels agricoles sont autorisés et ce sans limite d'emprise au sol y compris au sein des espaces identifiés comme appartenant à la zone d'expansion des crues identifiés par le SAGE de l'Arc, qui se superposent aux zonages du PPRI.

Toujours concernant les zones d'expansion stratégiques (ZEC) définies par le SAGE de l'Arc, la retranscription qu'en fait le PPRI dans son règlement a pour conséquence d'interdire la création de constructions nécessaires aux exploitations agricoles dans les zones réglementaires rouges d'aléa modéré incluses dans ces ZEC. Si le SAGE de l'Arc approuvé en 2014, dans sa disposition D14 intitulée « Préserver les zones stratégiques d'expansion de crue », se fixe comme objectif, pour préserver ces zones de l'urbanisation et leur fonctionnalité, de maintenir « la vocation agricole ou naturelle » de ces zones en invitant les documents d'urbanisme à adopter des zonages le permettant, il cite notamment le classement en zone agricole comme moyen d'y parvenir. Le SAGE ne mentionne pas l'interdiction des constructions nécessaires à l'agriculture au sein de ces zones.

Nous souhaitons donc que ce point soit revu afin de prendre en compte les spécificités de l'activité agricole et des constructions nécessaires à celle-ci.

Consciente de la difficulté de répondre à l'impératif de protection des personnes et des biens, tout en permettant aux activités en place de pouvoir bénéficier des conditions nécessaires à leur maintien et leur développement, la Chambre d'agriculture émet un avis favorable sous réserve de la prise en compte de nos demandes.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Directeur, mes respectueuses salutations.



Président

Patrick LEVEQUE